L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 20 JUIN 1850.

Imprimé et publié par
HAGNE & WEISSE.
No. 83, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil d'Etat, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Liquidation.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 20 JUIN.

AVIS aux Assesseurs des Taxes d'Etat.

☞ Les tableaux d'assessement sont prêts à être délivrés, au bureau de ce journal.

LOIS DE 1850.

Les lois passées par la Législature, dans la session de 1850, ont été délivrées à l'Etat. Les personnes qui ont droit à un exemplaire, en qualité de membres du Sénat ou de la Chambre, de juges, greffiers, shérifs ou juges de paix, sont invitées à se présenter au bureau de ce journal, ou elles en prendront livraison sur leur reçu.

☞ L'imprimeur d'Etat prévient aussi le public qu'il a reçu du Secrétaire d'Etat l'autorisation de vendre, pour le compte de l'Etat, les lois de 1850, à raison d'une piastre l'exemplaire broché.

AVIS IMPORTANT.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs et du public en général sur un avis très important du consul de France, inséré dans une autre partie de nos colonnes. Il s'agit de quinze billets de la Banque de France, de cinq cents francs chacun, qui ont été saisis sur les nommés J. B. VILLEMAYE et J. E. ARCHEMAUD à leur arrivée à la Nouvelle-Orléans. Ces billets dont le consul donne les dates, lettres et numéros, proviennent, assure-t-on, d'un vol commis à Bordeaux à l'aide d'un faux par les individus nommés plus haut. Or, ces derniers ayant été arrêtés et les billets de banque, formant une somme de 7,500 francs ayant été livrés au shérif en vertu d'une saisie-arrêt pratiquée à la requête du consul, Villemaye et Archembaud ont fait venir à la prison de paroisse où ils sont écroués M. A. BAUDUIN, notaire, et ont déclaré faire donation des susdits billets à M. J. L. TISSOT, avocat, pour services à eux rendus en cette dernière qualité. Le consul de France prévient le public que le paiement des billets, qui sont encore entre les mains du shérif, a été arrêté. Celui qui les négociera ne le fera donc qu'à ses risques et périls.

RÉVISION DU TARIF POSTAL.

Nous sommes heureux de voir que le Congrès s'occupe de la revision du tarif postal. L'ex-orateur a démontré depuis longtemps que la réduction du port des lettres loin de diminuer le chiffre des recettes tendait au contraire à le grossir par suite de l'augmentation du nombre des lettres. Plus la taxe sera amoindrie, plus les moyens de correspondance deviendront accessibles à la classe laborieuse. Un pauvre ouvrier ne saurait sans inconvenient prélever un demi trop considérable sur le modique gain d'une journée de travail pour affranchir une lettre à la poste. Les impérieuses exigences de la vie de chaque jour empêchent bien des familles de nouer à distance ces douces relations d'amitié et de bon souvenir que l'écriture perpetue pendant l'absence. On n'ose s'écrire parce qu'on craint de ne pas avoir la pièce d'argent nécessaire pour retirer une lettre. Mais abaissez le tarif, mettez la correspondance écrite à la portée de toutes les bourses, et le nombre des lettres se multipliera, et personne ne se privera de cette douce consolation d'envoyer un mot, un souvenir, une bonne pensée, un mot, une date à ceux qu'on a eu l'habitude d'entourer d'affections et que le hasard ou les nécessités de l'existence ont conduits dans d'autres climats.

M. RUSK, rapporteur du comité des postes, a présenté au Sénat un bill pour la réduction du tarif postal. D'après ce projet de loi, qui a été préparé avec le plus grand soin, les lettres pesant une demi-once et ne devant pas sortir de l'Union pas plus de cent, et elles sont affranchies en chemin, et quelle que soit d'ailleurs la distance; si elles ne sont pas affranchies d'avance, elles seront soumises à une taxe de cinq cents.

Il y aura dans chaque ville une petite poste et les lettres seront portées à domicile moyennant un cent payé d'avance.

Les journaux continueront à payer la taxe à laquelle ils sont soumis en ce moment.

Les affiches paieront autant que les lettres.

Le privilège accordé aux membres du Congrès, à certains officiers, etc., d'expédier en franchise, lettres, journaux et documents, sera aboli. Ces frais seront à la charge du gouvernement. Le directeur général demandera au trésor ce qu'il faudra pour couvrir des déficits, dans de certaines limites posées par la loi.

Le projet de loi présenté par le comité est basé sur les données les plus précises. Rien n'y est livré au hasard. Quant à l'abolition de la franchise, rien de plus juste. Pourquoi le département des postes paierait-il indirectement une partie des dépenses du gouvernement? C'est au trésor public à solder les frais de correspondance des membres du Congrès, des officiers, de tous ceux en un mot qui par la nature de leurs services ont besoin du libre usage de la malle-poste. Dans une seule session du Congrès, les documents expédiés dans les différents Etats par les représentants du peuple se sont élevés au poids de 1,340,727 livres, et les lettres au chiffre de 280,000. Sur qui tombent en définitive les frais de transmission? Sur le peuple qui autrement paierait moins cher le port des lettres. Encore une fois, ce n'est pas juste.

La loi fait une différence dans la taxe des lettres, lorsqu'elle est payée d'avance et lorsqu'elle n'est acquittée qu'au lieu de destination. Cette différence est nulle et commandée par une bonne politique en ce qu'elle tend à encourager le paiement du port dans le lieu où la lettre est mise à la poste. On sait qu'une grande quantité de lettres restent tous les ans à la poste, personne n'étant venu les réclamer: elles n'en ont pas moins coûté à l'administration ce que coûtent les lettres dont le port est payé; en 1848, il a été renvoyé à Washington un million sept cent mille lettres, sans réclamation; ce chiffre s'est élevé en 1849 à deux millions cent mille, et il sera cette année, si la proportion se maintient, de deux millions cinq cent mille! Ce sera donc, d'après un calcul très facile à établir, une perte de plus de *trois cent mille piastres* pour l'administration des postes, sans compter la perte de temps et la peine de renvoyer à Washington tout cet enorme entassement de vieux papier.

CONGRES.

SÉNAT, *11 juin.*— Le bill de compromis est pris en considération. M. CASS répond à M. BENTON. Il soutient que la réunion des mesures recommandées par la crainte des trente à pour effet de fortifier chacune de ces mesures. Il dénonce le proviso-Wilmot et condamne le plan de l'administration ainsi que les commissaires. A propos du journal officiel. La dernier du Congrès est de donner un gouvernement au Nouveau Mexique et à Utah; sans cela, l'agitation provoquée par la question de l'esclavage ne cessera pas de sitôt. Il y a encore la question des frontières limitrophes du Texas et du Nouveau-Mexique qu'il serait dangereux de laisser ouverte et qu'il est urgent de régler immédiatement.

M. DAYTON prend la parole en faveur du plan du président. Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS. — La Chambre reprend la délibération sur la question de la Californie.

M. HOUSTON, du Texas, ouvre le débat, et M. MCDOWELL, de la Virginie, lui succède.

Le speaker appelle le bill de M. DOTY pour admettre la Californie et l'amendement de M. GREENE, qui propose, à la 1re section du bill.

L'amendement de M. GREENE adoptant la ligne indiquée dans le compromis du Missouri [36½ 30 de latitude Nord] est lu. M. GREENE fait quelques observations.

M. [illegible] propose un amendement portant que le territoire situé au Sud du 35e degré 30' de latitude, sera acquis aux propriétaires d'esclaves.

M. STANTON, du Kentucky, propose un amendement portant que les Etats établis au Sud du 36e degré 30' auront admis dans l'Union, avec ou sans l'esclavage, comme le décideront les habitans dans leurs constitutions.

MM. MEADE, MCWILLIE et VENABLE continuent la discussion.

M. ASHMAN propose de modifier l'amendement de M. GREENE de manière à restreindre la ligne du compromis du Missouri à l'Etat de Californie seul.

On propose plusieurs autres amendements, puis la Chambre s'ajourne.

NOUVELLES PAR LE CANADA.

Le messager *Canada* est arrivé à Halifax dans la matinée du 11 courant. Les dates de Liverpool reçues par cet arrivage sont du 1er de ce mois.

Les dépêches publiées par les journaux du Nord n'ajoutent presque rien à ce qui a déjà paru dans nos colonnes.

En Angleterre, lord JOHN RUSSELL a obtenu la permission de présenter de nouveau le bill, rejeté par la Chambre des Lords pendant la dernière session, relatif à la validité de l'élection du baron Rotschild pour représenter la ville de Londres à la Chambre des Communes.

Lord Ashley a adressé un mémoire à la Reine demandant que les travaux de la poste soient suspendus le dimanche. Ce mémoire a été approuvé par le cabinet.

Les ministres ont gardé un profond silence sur les relations étrangères du pays. Des notes nombreuses continuent à s'échanger entre le gouvernement de la République française et le cabinet anglais.

On sait déjà que l'ambassadeur russe a quitté Londres.

En France, la loi électorale est toujours le texte de discussions très animées à l'Assemblée législative. Une dépêche précédente que nous avons reproduite a commis une erreur en disant que *tous les amendements aussent été écartés et que la loi avait été votée.* C'est l'article 5 de la loi qui a été voté sans amendement. Le vote définitif n'est pas encore connu, bien que toutes les probabilités se réunissent en faveur du projet de loi.

THE ISLAND OF CUBA in 1850—C'est le titre d'un opuscule plein d'intérêt que vient de faire paraître M. THOMAS W. WILSON. La brochure, sortie des presses de *La Patria*, est proprement imprimée et fournit en quelques pages tous les renseignemens nécessaires sur un pays qui touche presque aux bouches du Mississipi et que beaucoup d'Américains connaissent si peu. L'ouvrage de M. Wilson ne peut manquer de recevoir du public un accueil favorable, car indépendamment de l'exactitude des détails et des statistiques, il paraît dans un moment où chacun se préoccupe de l'avenir de Cuba.

DOCUMENS PUBLICS—Nous devons à l'obligeance de l'hon. S. W. DOWNS des documens publics d'un haut intérêt.

NOMINATION — M. J. HOSFORD SMITH a été nommé par le Président consul des Etats-Unis à Bayreuth.

NOUVELLES MARITIMES—Le steamer de guerre *Saranac* est arrivé à Norfolk le 11 de ce mois, venant de la Havane.

LES VETOS PRESIDENTIELS—Le pouvoir du veto a été exercé vingt-cinq fois depuis la création du gouvernement. George Washington, le premier président et le fondateur de la République, l'a exercé deux fois; James Madison, quatre; James Monroe, une fois; Andrew Jackson, neuf; John Tyler, quatre; James K. Polk, trois. Le nombre total de lois votées par le Congrès depuis la réunion des premières chambres jusqu'à la fin de l'administration de M. Polk, est d'environ sept mille, de sorte qu'une loi sur deux cents quatre-vingts a été frappée de nullité par le veto ou pouvoir négatif du président.

REVUE MUSICALE.

CHARLES WYMEN.

Le premier concert de ce grand artiste a eu lieu mardi dernier, au Lyceum-Hall, devant un auditoire nombreux, sinon par son nombreux, mais heureusement composé de presque tous les amateurs distingués de la Nouvelle-Orléans.

Selon nos prévisions, le succès de M. Chs. WYMEN a été immense; le public Orléanais a prouvé dans cette occasion qu'il savait apprecier le vertable à la fois à sa juste valeur, et que, précédé du nom d'une réputation, l'artiste de mérite pouvait compter sur ses suffrages.

Après l'admirable morceau, *la mélancolie*, M. WYMEN, rappelé avec enthousiasme par la respectueuse émotion, a exécuté le *Carnaval de Venise* avec toute la verve que *Venez-Temps* savait mettre dans ses morceaux. Il a ont l'introduction avec un sentiment profond, et les fantaisies sur le Thème avec une originalité comique qui a provoqué le rire jusqu'aux larmes. Chaque phrase arrachait aux spectateurs une nouvelle explosion d'applaudissemens, et le deux-d'entendre le morceau en entier contient à peine les témoignemens de satisfaction qui s'élevaient de tous les points de la salle.

Nous n'avons dit et nous le répétons, depuis Vieux Temps et Mayseder, nul violoniste n'est grand que M. WYMEN n'a visité notre ville, et considérant l'âge du jeune artiste, nul doute qu'avant peu son talent ne soit l'égal de celui du premier de ces grands maîtres.

Ce que nous admirons le plus dans l'exécution de M. WYMEN, c'est la sureté de l'attaque, la justesse de l'intonation, l'ampleur et le velouté du son, la chasteté du style et le sentiment véritable qu'il sait déployer.

Dans le siècle d'exagération où nous vivons, il est beau de voir un artiste demeurer dans les limites de la raison et ne point se traîner à la suite de certains excentricités de génie, il est beau surtout de rencontrer naturel lorsque le monde semble n'estimer que le surnaturel; il est beau de devoir son talent à son inspiration propre sans la pâtreber dans celle des autres.

Ceci est d'autant plus méritoire que les grands artistes de notre époque retardent plus la marche de l'art, par leurs excentricités, que leur talent ne la fait avancer. Ainsi, *Mercadia*, maigre son genie, est devenu le précurseur de la désastreuse école de *Bazzini*, de *Hauzy-Ebers*, *Paganini* a vu surgir sur ses traces, une quantité innombrable de violons dansant furieusement sur la quatrième corde; *Liszt* nous a valu le *genre*, fantastique, romantique, que l'on devrait nommer fantasmagorique, ou avec plus de raison diabolique.

Un esprit de vertige s'est emparé des musiciens; la mécanique envahit tout, et si cela continue, nous ne tarderons pas à voir le vapeur appliquées aux instrumens comme aux chemins de fer. La difficulté, voilà toute la question; carocoler comme un cabri sur le piano, cabrioler comme Gabriel Ravel sur le violon, tel est le but vers lequel l'art actuel paraît tendre avec vivacité. Oh! St. *Meschelès*, Pape, *Liszt*, aussent pu se douter qu'ce leur serait la cause innocente de ce déversement, ils eussent brisé leurs instruments. Heureusement au milieu de ce cataclysme musical quelques artistes devaient instinctivement courageusement par l'exemple et restent debout comme des phares lumineux sur lesquels les gens de goût dirigent leurs regards.

Chaque fois que nous rencontrons sur notre route un de ces hommes consciencieux, nous lui tendons la main et de notre faible voix nous lui crions courage! courage!

Nous répétons ce mot, mardi soir, à M. WYMEN, (qui se trouvait un peu découcerté de se voir que trois ou quatre cents personnes dans la salle et une recette à peine suffisante pour payer les frais), ceci est fort bon, nous répondit le spirituel artiste, *seulement cela ne suffit pas pour faire bouillir la marmite.*

Hélas! l'éternelle marmite sera toujours en question, et pour la faire bouillir l'homme de génie devra constamment descendre des hauteurs de la poésie au prosaisme de la vie matérielle.

Espérons toutefois que M. WYMEN ne se laissera point décourager par cet essai peu fructueux et qu'il donnera la chance à notre population difficultueuse de prendre sa revanche. Ceci serait de la part du public une justice due au talent du violoniste et en même temps une œuvre méritoire. D'après quelques mots échappés aux amis de M. Chs. WYMEN nous avons compris que cet artiste venait d'être la victime de la faillite d'une maison de banque de l'Amérique du Sud, dans laquelle il avait déposé une somme de $10,000, fruit d'une excursion artistique au Chili, au Pérou et au Brésil. Si nos suppositions pouvaient être de quelque poids, nous engagerions les amis des arts de la Nouvelle-Orléans à organiser et à exécuter un [illegible] en faveur de M. WYMEN.

CHRONIQUE LOCALE.

COUR DE DISTRICT DES ETATS-UNIS.—Le général LOPEZ a comparu hier devant la Cour de District des E.-Unis [illegible] a demandé que la prévenu fournit un [illegible] pour répondre de sa comparution devant la cour à la prochaine session.

Plusieurs cas de [illegible] ont été appelés devant le juge [illegible] Ashby, dans la matinée d'hier, et ont été [illegible] ou remis à une autre session.

Cour d'appel.—Aujourd'hui, la cour d'appel entendra les causes suivantes: [illegible] vs. [illegible]; [illegible] vs. [illegible]; [illegible] vs. [illegible];